

Point de vue. 2M Driss KHROUZ.

L'année 2023, Une lecture économique à mi-chemin.

Sans prétendre établir un bilan rigoureux, la fin du printemps est propice à des évaluations significatives, suggestives qui, sans être exhaustives et complètes, n'en indiquent pas moins des tendances et des trajectoires fort utiles pour les résultats d'étape.

Au niveau de la décision publique au Maroc, les projets économiques se succèdent, les problèmes conjoncturels sont abordés. Il y a une certaine maturation en matière de politique économique et sociale. Les grandes questions culturelles et sociales sont posées et mises sur la table. Des solutions sont avancées.

Certes, tout n'est pas réglé mais il y a un nouveau style de type « *step by step* » où les dossiers ne sont pas, en majorité, mis de côté.

Manifestement, il y a un air d'apaisement politique et social. Certaines voix parlent d'essoufflement et d'épuisement. Je pense, en ce qui me concerne, qu'il y a plutôt une expectative bienveillante. Il est clair que tout dépend de tout et du niveau auquel le curseur politique et social des attentes est placé.

Cette posture qui s'apparente au fameux « *wait and see* » peut s'expliquer par des facteurs externes et internes :

Au niveau interne national, les expériences politiques alternatives vécues depuis le début du XXI^{ème} siècle ont toutes fait bouger les lignes mais elles demeurent perçues et cataloguées comme étant incapables de régler les problèmes urgents des populations. Comme dans plusieurs pays du monde, le désaveu du politique est flagrant et il est saillant au Maroc. L'équipe actuelle au Gouvernement se prévaut plus de projets et d'actions sectorielles portés par une communication entrepreneuriale que de visions politiques sociétales alternatives.

Sans soubassement idéologique affiché, l'équipe au pouvoir aborde les questions en tant que telles et dans un pragmatisme assumé. Les grandes options stratégiques ne sont plus du ressort du Gouvernement. Au-dessus des enjeux politiques, l'Etat a son agenda et veille aux intérêts de la Nation et aux enjeux déterminants.

Plus personne ne parle des questions de philosophies politique ni de cadrages constitutionnels et institutionnels.

Malgré la lenteur des rythmes et les pesanteurs des décisions, les réformes entamées depuis l'année 2010 sont porteuses et profondes. En fait et dans leurs implications, elles n'ont pas de couleur politique partisane : elles transcendent les clivages politiques des années 1970-2000.

Le contexte mondial y est pour beaucoup. Le socialisme, le communisme, l'islamisme et, dans une moindre mesure, le néo-libéralisme, sont désavoués au Maroc comme ailleurs dans le monde.

Les malheurs et les instabilités provoqués dans les pays méditerranéens du sud et le Sahel par les révoltes sans âme, les soulèvements et les prédications de tout genre ont semé la discorde, la haine, les violences, la pauvreté, les migrations et l'insécurité. L'effet repoussoir fonctionne bien, « ce n'est pas mieux chez les autres » dit la « vox-populi de service »

Surinformées de tout, par tous et partout, les populations sont aussi manipulées et cela est dans l'air des temps et le consentement se mondialise.

La diffusion et l'institutionnalisation de la culture des droits humains et des libertés individuelles ont certainement généré et renforcé les contrepouvoirs et les forces médiatiques de manipulations. C'est à croire que la majorité des sociétés y trouvent leur refuge et y puisent peut-être même leur satisfaction. Factice ou réel, le problème ne se pose pas à ce niveau de psychologie collective !

Le quotidien consumériste n'a pas besoin d'être validé scientifiquement.

Surinformé et manipulé, l'individu est à la fois isolé, imbriqué et relié dans les connexions multiples des réseaux sociaux ; il se déploie dans un individualisme auto-suffisant. Il croit qu'il est en contact avec des millions de personnes alors que l'anonymat des réseaux sociaux ne lui procure en réalité que l'illusion d'un lien social.

Ce panorama du Maroc de la mi -2023 présente ce paradoxe d'avancées et de reculs, le tout dans des valse, proclamées ou sous-terraines, entre acceptations, insatisfactions, adhésions et scepticisme.

Soumise à des chocs d'offre puissants, l'économie marocaine résiste, impulsée par des élans internes symboliques, forts en synergies. La société marocaine

espère, rouspète et avance malgré tout. Une fronde tranquille sensible à tous les égards flotte dans les airs

Les sécheresses successives, l'inflation galopante et les impacts économiques de la guerre en Ukraine constituent des pesanteurs qui dépassent la simple conjoncture.

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale (« le Maroc face aux chocs extérieurs » ; Juin 2023) et les données du HCP (« les indicateurs sociaux du Maroc » ; édition 2023), le taux de croissance de l'économie est faible ; il est de 1,1 % en 2022, de 8% en 2021 après la crise de la Covid19, il pourrait être de 2,5% en 2023.

L'inflation réduit le pouvoir d'achat, notamment des couches sociales pauvres et moyennes. Les dépenses de consommations alimentaires ont baissé de 11% au niveau national ; 13,5% pour les ménages les moins aisés, 12,9% pour les ménages intermédiaires et 6,9% pour les ménages aisés.

Le taux de pauvreté absolue a augmenté de 3% en 2021 à 4,9% en 2022.

Le nombre de riches aurait augmenté de 28% entre 2012 et 2022.

Le taux d'activité s'est détérioré, particulièrement pour les femmes avec 19,8% et 44 ,3% pour l'ensemble au niveau national.

3,2 millions de personnes vivent dans des situations de vulnérabilité ou de pauvreté. La société est confrontée aux mêmes carences qu'en 2014 !

88,9% des ménages sont persuadés qu'ils ne pourront faire aucune épargne à court terme.

Une décennie perdue pour le bien-être des populations !

La dette publique atteint des niveaux inquiétants pour la solvabilité des finances publiques, avec 65,41 milliards de dollars en 2021, faisant du Maroc le cinquième pays le plus endetté de l'Afrique.

Avec 1,54 million de personnes, le chômage touche surtout les jeunes et pénalise les plus diplômés d'entre eux (18,6%).

Malgré les investissements considérables de l'Etat dans les infrastructures et les politiques de soutien à l'emploi, à l'entreprise et face aux crises et à l'inflation, l'économie nationale crée peu d'emplois. Les emplois qui sont créés, sont peu productifs, instables et de faible protection pour les travailleurs.

Le secteur informel constitue le refuge de recours et de secours ; il génère des revenus pour plus de 40% des travailleurs et assure la stabilité sociale. Un dilemme est de taille !

Constamment soumise aux fluctuations climatiques, la société subit les effets de la sécheresse et du stress hydrique structurel et handicapant.

Le tourisme reprend et se développe, porté par une image relativement positive du pays à l'étranger, tiré par des vecteurs efficaces, promus par la diplomatie religieuse, sportive, la stabilité sociale, la beauté du pays et ses attraits patrimoniaux, architecturaux, artistiques, humains et culinaires.

Les données de mi- saison expriment bien ce verre qui n'est ni plein, ni vide. Je le vois, en ce qui me concerne, avec les exigences du verre à moitié plein.

Cinq dossiers majeurs demeurent prioritaires pour accompagner cet élan indispensable donné par les réformes essentielles entamées depuis deux décennies :

- poursuivre, sans relâche, le chantier stratégique pour promouvoir un enseignement et des formations d'intelligence, de culture, d'efficacité et de citoyenneté. L'enseignement supérieur public bat les records de la décadence éthique et de qualité ;
- donner plus d'envergure à la sauvegarde de la nature, des ressources rares et de la qualité de vie ;
- réformer de fond en comble la santé dans sa conception, son organisation, ses cursus et son éthique ;
- réformer en profondeur la justice comme garante de l'Etat de droit, de la sécurité citoyenne et de l'équité sans faille ;
- réduire la pauvreté et les inégalités qui, en fin de compte, pénalisent tout le pays à travers la faible productivité économique, la cohésion défailante de la société et la solidarité vulnérable de la nation.

Rabat le 14 Juin 2023.